



Revue de Presse 13 février 2013

TRIBUNE MARTINE BILLARD

L'Humanité

Tribune Idées, mercredi 13 février 2013

Faire reculer l'emprise du capitalisme

Le texte de Yannick Jadot, dans le débat sur l'écosocialisme ouvert par l'Humanité, témoigne de la volonté d'engager, bien au-delà d'EELV, un débat de fond entre les forces qui se réclament de l'écologie, dont le Parti de gauche, sur les moyens et les médiations politiques susceptibles d'engager une transition écologique rendue plus que jamais incontournable. Le député européen exprime, comme une grande partie de la gauche, son scepticisme sur le « marché libre et non faussé au mépris des citoyens ». On ne peut s'empêcher d'y voir une critique en creux de la politique européenne actuelle largement soutenue par le gouvernement français. Mais, en même temps, cette tribune, bien que dressant un constat avec lequel nous avons beaucoup de points en commun, demeure floue.

Ainsi, se contenter de refuser de « verdir le socialisme ou de repeindre en vert le capitalisme » nous semble vraiment trop court. Plus explicitement, Pascal Durand, secrétaire national d'EELV, expliquait que son projet n'était pas écosocialiste mais « éco-écologiste » (interview dans Politis) renvoyant, à l'instar de l'idéologie libérale, le socialisme au musée des archaïsmes. Il y a là un désaccord de fond. Si l'écologie analyse avec pertinence les rapports entre l'homme et son environnement, elle ne dit rien en revanche des rapports entre les êtres humains. Les rapports sociaux, et encore plus la question de la propriété des moyens de production, ont toujours été un des points aveugles de la doctrine verte. D'où l'incompréhension de l'importance du dépassement du capitalisme. Il ne s'agit pas d'ajouter une touche de modernisme à un ensemble vermoulu mais de procéder à une nouvelle synthèse, l'écosocialisme, pour faire face aux exigences du XXI^e siècle. Nous n'avons jamais proposé d'attendre la sortie du capitalisme pour engager la transition écologique. Mais pour répondre réellement au défi écologique, il faut faire reculer la logique marchande et donc l'emprise du capitalisme sur la société.

L'autre divergence porte sur le cadre spatial et les moyens de changement de modèle. Yannick Jadot exprime sans fard son aversion tant pour l'État central qualifié d'« autorité jalouse » qu'en direction de la nation assimilée aux « chimères d'une nouvelle ligne Maginot ». Si la lutte contre le réchauffement climatique doit être mondiale, car les gaz à effet de serre ne respectent pas les frontières, les pays riches ont toutefois une responsabilité particulière liée à leur mode de vie et aux gaspillages du passé. De la même manière qu'il ne s'agit pas d'attendre la société socialiste pour se préoccuper d'écologie, on ne peut pas non plus espérer que tous les pays se mettent d'accord pour engager le chemin vers la transition écologique. Si nous appelons à un nouvel internationalisme, c'est-à-dire une coopération entre les peuples à mille lieues de la lutte de tous contre tous que supposent la « compétitivité » et le libre-échange, l'État nation reste, pour de nombreuses années

encore, le meilleur outil pour organiser la régulation et les politiques écologiques. Sinon, nous nous condamnons à l'impuissance. Ce n'est pas un hasard si l'État constitue la cible principale des politiques libérales du FMI et de l'Union européenne. Au surplus, il est impératif de penser l'avenir en termes de relocalisation industrielle, d'autosuffisance alimentaire et de circuits courts, ce qui exclut la fuite en avant dans la mondialisation au profit des multinationales.

L'État n'est pas diabolique par essence mais exprime les rapports de forces entre les classes à un moment donné, il n'a pas d'autonomie en soi. Il n'est pas voué à construire des centrales nucléaires et à promouvoir l'agriculture intensive. La planification écologique, c'est l'État au service de la transition. Yannick Jadot mélange donc dans sa critique orientations politiques de la social-démocratie, qui n'a toujours pas compris la nature des enjeux écologiques, et projet de société nécessaire au dépassement du capitalisme. La conversion écologique ne peut effectivement se réduire à verdir des politiques sociales-démocrates qui ne sont que des politiques productivistes. Cela n'a rien à voir avec l'écossocialisme.

Par Martine Billard, coprésidente du Parti de Gauche.

TOURNEE MAGHREB

Babnet.net

12 février 2013

«La révolution tunisienne est universelle» Jean-Luc Mélenchon

La révolution tunisienne est universelle, a déclaré, lundi soir, Jean-Luc Mélenchon, co-président du Parti de gauche en France, en visite en Tunisie.

«La santé, la paix, la prospérité, le droit au travail sont des revendications universelles nées de la désagrégation de l'ancien système», a fait remarquer Mélenchon lors d'une conférence organisée à la Maison de la culture Ibn Rachiq à Tunis à l'initiative du Forum tunisien pour les droits économiques et sociaux. «La révolution tunisienne triomphera par les voix de la raison et de l'argumentation tandis que la violence dans laquelle on voudrait vous entraîner conduirait à la guerre civile dont le principal vainqueur n'est pas le plus convainquant mais le mieux armé qui est le jouet de celui qui a des armes», a-t-il soutenu. «Nous souhaitons vaincre par la raison et nous voulons un peuple éclairé par la lumière de la raison, la confiance et d'éducation politique», a plaidé Mélenchon qui défendait ses thèses devant un public acquis à sa cause.

Mélenchon a dénoncé la violence politique qui a conduit à l'assassinat, mercredi dernier, de Chokri Belaïd, secrétaire général du Parti des patriotes démocrates unifié. «Par cet acte, ils ont voulu taire une voix qui parle claire, haut et fort sans compromis parce qu'ils ont peur du courage, de la volonté et de la clarté dans l'expression», s'est-il indigné.

Il a estimé que la révolution citoyenne tunisienne s'étendra aux autres pays de la Méditerranée, appelant, toutefois, les Tunisiens à ne pas signer l'accord dit privilégié entre l'Union Européenne et la Tunisie. «C'est votre condamnation à la mort lente», a-t-il lancé, précisant qu'il s'agit d'un accord déséquilibré qui accablera la société tunisienne de pauvreté. «Le système européen est entré en récession en raison des décisions politiques et toute l'Europe est condamnée à l'austérité», a-t-il fait remarquer, indiquant que la chaîne du néolibéralisme va craquer en Europe et en premier lieu au sud (La Grèce, l'Espagne, l'Italie le Portugal la France) qui est directement en face du Maghreb.

Par ailleurs, Mélenchon qui a défendu le programme "l'Humain d'abord" lors de la Présidentielle et des législatives de 2012 en France, a plaidé en faveur de l'éco-socialisme comme nouvel horizon pour le progrès humain.

D'après lui, dans l'éco-socialisme «se trouve refondé l'ensemble de la doctrine progressiste en

harmonie avec l'exigence de notre responsabilité en tant qu'humains face à notre écosystème».

Mélenchon a mis l'accent sur l'importance de la démocratie, la laïcité, le collectivisme, le socialisme et le communisme dans ce modèle d'éco-socialisme. Il s'agit, en outre, de protéger la Méditerranée et la biodiversité et d'exploiter la géothermie et le mouvement mécanique de la mer pour produire l'électricité et l'énergie, a-t-il signalé.

Dans son exposé, Mélenchon a aussi évoqué l'échec du néolibéralisme et les défaillances du modèle social démocrate. Il a parlé du «précarariat» qui s'est développé à travers toutes les catégories sociales.

«Des diplômés surqualifiés ne sont pas payés en conséquence, des ouvriers qui travaillent en CDD (contrat de durée déterminée), toutes ces situations et ces emplois précaires font que chacun subit son sort en silence et c'est ce qui a déclenché les révolutions citoyennes dans le monde», a expliqué Mélenchon.

Le Temps

12 février 2013

Jean-Luc Mélenchon appelle les Tunisiens à ne pas signer l'accord dit «privilegié» avec l'Union Européenne

La révolution tunisienne est universelle, a déclaré, lundi soir, Jean-Luc Mélenchon, co-président du Parti de gauche en France, en visite en Tunisie.

«La santé, la paix, la prospérité, le droit au travail sont des revendications universelles nées de la désagrégation de l'ancien système», a fait remarquer Mélenchon lors d'une conférence organisée à la Maison de la culture Ibn Rachiq à Tunis à l'initiative du Forum tunisien pour les droits économiques et sociaux. «La révolution tunisienne triomphera par les voix de la raison et de l'argumentation tandis que la violence dans laquelle on voudrait vous entraîner conduirait à la guerre civile dont le principal vainqueur n'est pas le plus convainquant mais le mieux armé qui est le jouet de celui qui a des armes», a-t-il soutenu. «Nous souhaitons vaincre par la raison et nous voulons un peuple éclairé par la lumière de la raison, la confiance et d'éducation politique», a plaidé Mélenchon qui défendait ses thèses devant un public acquis à sa cause.

Mélenchon a dénoncé la violence politique qui a conduit à l'assassinat, mercredi dernier, de Chokri Belaïd, secrétaire général du Parti des patriotes démocrates unifié.

«Par cet acte, ils ont voulu taire une voix qui parle claire, haut et fort sans compromis parce qu'ils ont peur du courage, de la volonté et de la clarté dans l'expression», s'est-il indigné.

Il a estimé que la révolution citoyenne tunisienne s'étendra aux autres pays de la Méditerranée, appelant, toutefois, les Tunisiens à ne pas signer l'accord dit privilégié entre l'Union Européenne et la Tunisie.

«C'est votre condamnation à la mort lente», a-t-il lancé, précisant qu'il s'agit d'un accord déséquilibré qui accablera la société tunisienne de pauvreté.

«Le système européen est entré en récession en raison des décisions politiques et toute l'Europe est condamnée à l'austérité», a-t-il fait remarquer, indiquant que la chaîne du néolibéralisme va craquer en Europe et en premier lieu au sud (la Grèce, l'Espagne, l'Italie, le Portugal, la France) qui est directement en face du Maghreb.

Par ailleurs, Mélenchon qui a défendu le programme "l'Humain d'abord" lors de la présidentielle et des législatives de 2012 en France, a plaidé en faveur de l'éco-socialisme comme nouvel horizon pour le progrès humain.

D'après lui, dans l'éco-socialisme «se trouve refondé l'ensemble de la doctrine progressiste en harmonie avec l'exigence de notre responsabilité en tant qu'humains face à notre écosystème».

Mélenchon a mis l'accent sur l'importance de la démocratie, la laïcité, le collectivisme, le socialisme et le communisme dans ce modèle d'éco-socialisme.

Il s'agit, en outre, de protéger la Méditerranée et la biodiversité et d'exploiter la géothermie et le mouvement mécanique de la mer pour produire l'électricité et l'énergie, a-t-il signalé.

Dans son exposé, Mélenchon a aussi évoqué l'échec du néolibéralisme et les défaillances du modèle social démocrate.

Il a parlé du «précarariat» qui s'est développé à travers toutes les catégories sociales.

«Des diplômés surqualifiés ne sont pas payés en conséquence, des ouvriers qui travaillent en CDD (contrat de durée déterminée), toutes ces situations et ces emplois précaires font que chacun subit son sort en silence et c'est ce qui a déclenché les révolutions citoyennes dans le monde», a expliqué Mélenchon.

L'Economiste Maghrébin

12 février 2013

Jean-Luc Mélenchon encourage la révolution et prône l'éco-socialisme comme piste pour le progrès humain

Jean-Luc Mélenchon a été hier l'invité du Forum tunisien des droits économiques et sociaux. Dans la salle comble de la maison de la Culture Ibn Rachik, le leader du Parti de gauche (PG) français a commencé par rendre hommage à Chokri Belaïd, la voix libre tue et tuée par les ennemis de la révolution. Cette révolution tunisienne, Jean-Luc Mélenchon l'a, lors d'un discours émouvant de plus d'une heure, positionnée dans un contexte plus large. « La révolution n'a de tunisien que son emplacement », a-t-il assuré. C'est que, selon lui, l'élan contestataire de la révolution tunisienne et ses revendications (emploi, liberté, dignité, justice sociale) relèvent de l'universel et inscrivent ainsi la Tunisie dans une mutation planétaire. Une « bifurcation quasi-totale », où plusieurs variables du système, allant du travail en passant par les moyens de production, jusqu'aux valeurs d'usage et d'échange des biens, commencent à se transformer profondément.

Cette « bifurcation » résultant de la transformation de la condition humaine intervient à la suite des transitions démographique et écologique. Et ce changement de paradigme, Mélenchon, marxiste de doctrine, l'appuie par une lecture révisionniste de l'Histoire pour énoncer par la suite une nouvelle doctrine: l'éco-socialisme.

L'éco-socialisme est, selon Mélenchon, une alternative possible et abordable pour favoriser le progrès humain. Déjà, les autres tentatives pour atteindre le bien-être de l'humanité se sont avérées déficientes. « La Tunisie a montré l'échec des choix néolibéraux », a estimé le politicien français, tout en assurant que « la croissance réalisée par les gouvernements de Ben Ali résultait des politiques de dumping ». Cette même course effrénée pour le profit sanctifiée par le capitalisme aurait défiguré, en France et partout dans le monde, les rapports sociaux et vidé de son sens l'existence humaine. La morale avec tout ce qu'elle prêche de compassion et d'humanisme a été suppléée par la loi martiale du marché où cupidité et égoïsme sont les maîtres mots.

Et c'est bien une prise de conscience collective des limites du modèle capitaliste qui pavera, selon les dires du militant socialiste, le chemin de l'éco-socialisme. L'éco-socialisme est dès lors un système où chaque individu est responsable du sort de tous les autres. Mais au-delà de cette responsabilité collective et partagée, déjà évoquée depuis les années 60 où les soixante-huitards révoltés chantaient « chacun de vous est concerné », Jean-Luc Mélenchon insiste sur la composante écologique de sa doctrine: les hommes sont d'ores et déjà enclins à placer les défis

écologiques en tête de liste de leurs priorités. L'écologie n'est plus un luxe intellectuel, ni une revendication à la mode, car c'est elle qui pèse sur l'échiquier géopolitique mondial, en y décidant des règles et en y orientant les déplacements des pièces. Le réchauffement climatique, la raréfaction de l'eau potable, l'épuisement des gisements de pétrole et de gaz, a énuméré Jean-Luc Mélenchon, sont certes à l'origine des mouvements migratoires déséquilibrés et de bien des conflits politiques, mais créeront dans un avenir proche plusieurs autres foyers de crise. Des crises qui semblent inéluctables sauf si l'éveil éco-socialiste planétaire se déclenche.

Tout sur l'Algérie

12 février 2013

A Alger, Jean-Luc Mélenchon critique tout sauf le pouvoir algérien et les relations algéro-françaises

De passage à Alger, ce mardi 12 février, le leader charismatique du Front de gauche Jean-Luc Mélenchon a animé une conférence à l'Institut français d'Algérie (IFA, ex-Centre culturel français). Initialement, le leader du Front de gauche voulait parler de tout sauf de la situation en Algérie. « Vous êtes assez subtiles pour deviner, qu'étant de passage à Alger, je n'ai naturellement pas l'intention de m'exprimer sur la situation en Algérie », a-t-il dit, avant d'entamer sa conférence sur le thème de « L'éco-socialisme, un nouvel horizon pour le 21e siècle ». Mais il a fini par accepter de répondre à quelques questions des journalistes sur le sujet.

Les relations bilatérales franco-algériennes réduites à de simples signatures de contrats, Jean-Luc Mélenchon a une explication : « il doit y avoir un manque des deux côtés, non ? La vie des nations est faite aussi de contrats ». Et puis, a-t-il asséné, « si les Algériens ne sont pas contents des contrats [avec les Français], ils n'ont qu'à en signer d'autres ». S'agissant des critiques en France concernant le soutien de François Hollande au régime algérien, Jean-Luc Mélenchon défend le président socialiste : « Qu'est-ce qu'elle [l'opposition, NDLR] veut ? Que nous intervenions ? Ce n'est pas sérieux ! ».

« Opposez-vous à l'exploitation du gaz de schiste »

Mais Jean-Luc Mélenchon n'est pas d'accord avec tout ce qui a été décidé lors de la visite de François Hollande à Alger. Le leader de gauche a appelé les Algériens à s'opposer à l'exploitation du gaz de schiste par des entreprises françaises. En France, « nous n'exploiterons pas le gaz de schiste. Il paraît qu'on va le faire chez vous. Et ce sont les Français qui vont le faire. Moi ça ne me plairait pas », a-t-il dit sur un ton ironique. « Je vous le demande, respectueusement : opposez-vous à ça ! ».

Mais même sur ce sujet, le co-fondateur du Front de gauche se montre nuancé et prudent : il rappelle que l'accord a été signé par les Français mais aussi par les Algériens. « On n'a forcé personne et on n'a tordu le bras de personne ». Avant d'ajouter : « il y a bien deux autorités légitimes qui sont les représentants de nos deux pays et qui ont signé un accord ».

« Je suis optimiste pour la révolution tunisienne »

Jean-Luc Mélenchon, qui était à Tunis avant de gagner à Alger, est optimiste pour la révolution du jasmin. « La révolution est un processus. Je trouve que nous ne recevons que de bonnes nouvelles ». Il a fustigé les « donneurs de leçons » qui parlent de chaos en Tunisie. « Il n'y a pas de chaos mais des difficultés. La Grèce est bien plus dans le chaos que la Tunisie ».

Selon lui, les Tunisiens « n'ont pas fini avec leur Constituante et toute une série de problèmes ». Mais ils gèrent la situation de façon pacifique et avec « un sang-froid extraordinaire » même après l'assassinat d'une des figures de l'opposition. Pour lui, l'Europe ne fait pas beaucoup d'efforts pour accompagner ce pays en pleine transition démocratique. « Nous devrions, tous, annuler la dette des

Tunisiens, et nous, les Français, en particulier ».

Intervention française au Mali

La France a-t-elle commis une erreur en intervenant militairement au Mali ? Pour Jean-Luc Mélenchon, la décision de la France est « discutable ». « J'ai posé des questions sur des points très précis qui comptent dans une démocratie et que tout citoyen responsable doit poser », a-t-il dit. « Au nom de quoi on agit ? Les motifs ont changé à plusieurs reprises. Tantôt c'était une résolution de l'ONU, tantôt c'était un article de l'ONU, tantôt c'est une demande formulée par le gouvernement malien qui n'avait lui-même aucune légitimité », a-t-il détaillé.

Pour lui, le président François Hollande a créé un précédent « absolument inouï dans la diplomatie française ». « Il dit qu'aucun de nos intérêts fondamentaux n'est engagé, sinon l'intérêt de la population, c'est un motif louable ! Mais il est absolument impraticable en droit international ». Sinon les Français interviendraient « partout où les populations auront besoin. On n'a pas fini de faire le tour du monde et on pourrait retourner en Somalie ».

Mélenchon a également critiqué les objectifs de l'intervention militaire. « Ils ont changé à trois reprises ». « On nous a dit d'abord qu'on va interrompre une colonne, puis qu'on faisait la guerre au terrorisme et puis qu'on allait libérer tout le nord du Mali ». « Pourquoi pas ? Mais encore il faut nous dire pourquoi faire ? C'est pour le remettre au gouvernement, vous voyez comme moi la difficulté avec un gouvernement dont la légitimité est quand même très discutée », a-t-il conclu.

DIVERS

l'Humanité

Social-Eco, mercredi 13 février 2013

Que fait la police ? Ça crève les yeux !

Thomas Lemahieu

À Strasbourg, contre les métallos de Mittal, les policiers ont utilisé une arme qui provoque des blessures irréversibles depuis des années.

Mercredi dernier, à Strasbourg (Bas-Rhin), un jeune Belge de vingt-cinq ans, intérimaire chez ArcelorMittal à Liège, a été touché en pleine tête par une grosse balle en caoutchouc tirée au moyen d'une arme de type « lanceur de balles de défense » (LBD40), une catégorie de Flash-Ball plus perfectionnée, avec viseur, au tir plus puissant et d'une portée de trente à quarante mètres. Il s'appelle John David, il se bat pour sauver son emploi et, dans la capitale alsacienne - on ne l'a appris que le lendemain -, il a perdu un œil. Un autre sidérurgiste, militant de la CGT à Florange, a eu plus de chance : il a reçu le même projectile dans l'abdomen. Après les dénonciations des dirigeants syndicaux en Belgique et en France, Jean-Luc Mélenchon s'est déclaré, vendredi, « écoeuré par la bestialité des consignes qui ont conduit à cette violence ». « Le ministre de l'Intérieur est responsable, a-t-il ajouté. Il doit s'expliquer sur cet acte et ses conséquences dramatiques. » Les services de police et de gendarmerie ont ouvert des enquêtes internes, mais cela suffira-t-il ? Rien n'est moins sûr...

Que viennent faire, en effet, de telles armes dans les rues ? À Strasbourg, les grenades lacrymogènes suffisaient largement à éloigner les quelques centaines de manifestants, arrivés en ordre déjà dispersé à cause des fouilles méticuleuses de leurs autocars. Depuis 2005, l'utilisation policière des LBD a provoqué, dans le cadre de mouvements sociaux ou dans les quartiers populaires, des dizaines de blessures avec séquelles irréversibles aux yeux ou aux oreilles. À

plusieurs reprises, la Commission nationale de déontologie de la sécurité a recommandé l'interdiction de ces armes lors des manifestations sur la voie publique. « Les projectiles lancés par les LBD peuvent avoir des conséquences dramatiques lorsque la partie corporelle atteinte est le visage », écrivait la commission dans son rapport annuel de 2009. Il est plus que temps d'agir...

Le Monde

Politique, mardi 12 février 2013, p. 11

100 %

C'est le score obtenu par Pierre Laurent, 55 ans, lors de sa réélection, dimanche 10 février, comme secrétaire national du Parti communiste français. En 2010, le fils de Paul Laurent - une figure du PCF - avait succédé à Marie-George Buffet. Dimanche, au 36e congrès du PCF, il a obtenu 100 % des 624 votes exprimés (92 blancs et nuls) sur les 716 votants, aucune liste alternative ne s'étant présentée face à lui. Concurrencé au Front de gauche par Jean-Luc Mélenchon, M. Laurent a fait son entrée en septembre au Sénat, où il mène bataille contre l'austérité.

Le Point.fr

Le parti pris d'Hervé Gattegno, mardi 12 février 2013

La démocratie sociale de Hollande n'est ni démocratique ni sociale !

Par Hervé Gattegno

Pour Hervé Gattegno, le président qui voulait engager les bases d'un dialogue social se retrouve défié par les syndicats qui font grève.

Nouvelle journée tendue sur le front social : grève des profs contre la réforme des rythmes scolaires, manifestation d'ouvriers menacés par des fermetures d'usine devant le siège de Goodyear. Vous y voyez un échec de la méthode Hollande. Votre parti pris : la démocratie sociale de Hollande n'est ni démocratique ni sociale. Pourquoi donc ? Démocratie sociale, c'est une appellation qui sonne bien : c'est un courant de la gauche qui ambitionne de mettre l'économie au service du progrès social. Si vous dites "social-démocratie", on pense au modèle politique allemand. Donc François Hollande préfère inverser les termes pour annoncer une ère nouvelle dans les rapports entre le pouvoir, les entreprises et les salariés. C'est ce nouveau modèle qu'est censé instaurer l'accord sur le droit du travail signé le 11 janvier entre syndicats et patronat, et que François Hollande avait qualifié par avance d'"historique". Quand on regarde le paysage social un mois après, le climat paraît plutôt hystérique ! Le gouvernement a transposé cet accord dans un projet de loi qui a été remis hier aux syndicats. Est-ce qu'il ne peut pas quand même fonder un nouveau partenariat avec les syndicats ? Ne nous payons pas de mots : François Hollande s'est vanté d'avoir obtenu cet accord en tordant le bras aux partenaires sociaux. En fait, c'est un accord à minima : le Medef comme les syndicats avouent qu'on est loin de la "flexisécurité" à la scandinave recherchée. Et puis cet accord majoritaire est... minoritaire : 3 syndicats sur 5 l'ont ratifié mais la CGT et FO, qui n'ont pas signé, représentent 50 % des salariés - sans compter que la CFE-CGC et la CFTC, signataires, ne seront plus considérés comme représentatifs avec la nouvelle loi en vigueur en mars. Et que nous avons un taux de syndicalisation parmi les plus faibles d'Europe... Autant dire qu'on est loin des bases solides d'un nouveau dialogue social. La meilleure preuve, c'est que les syndicats font grève et défilent comme sous Sarkozy ! Le nouveau leader de la CGT reproche au gouvernement de mener la même politique que Nicolas Sarkozy. C'est de la surenchère ? La CGT trouvera toujours qu'on n'en fait pas assez pour les salariés et trop pour les patrons. Ce qui est vrai, c'est que l'accord du 11 janvier entérine plus de flexibilité que de sécurité de l'emploi. De fait, les critiques sur le texte viennent de la gauche du PS, de Jean-Luc Mélenchon et des communistes; alors que la droite est très modérée - et Laurence Parisot a vite fait taire les critiques du Medef pour ne pas fragiliser la loi... Matignon a même donné des instructions au PS pour qu'il y ait le moins d'amendements possible. Drôle de "démocratie sociale" où la majorité parlementaire se voit imposer un accord minoritaire ! Ce qui

n'est toujours pas réglé, c'est la fameuse question des "licenciements boursiers". Est-ce qu'on peut considérer que François Hollande a renoncé ? Oui puisque l'encadrement des licenciements irait à rebours de l'esprit du texte. Hier, dans une de ces acrobaties syntaxiques dont il a le secret, François Hollande a annoncé une loi en vertu d'un "engagement qui a été pris sur les sites rentables". Tout le monde a cru que c'était la fameuse loi pour laquelle défilent les ouvriers de Goodyear et bien d'autres. En fait non : l'Élysée a précisé qu'il parlait d'une mesure qui figure dans l'accord du 11 janvier et qui obligerait l'industriel voulant fermer un site à chercher lui-même un repreneur. Fausse alerte, donc. Il paraît qu'il faut y voir le signe de ce que François Hollande se réintéresse aux usines. Visiblement, il commence par les usines à gaz.